

Un spectre hante la Slovénie, le spectre de la révolution !

samedi 2 mars 2013, par [KIRN Gal](#) (Date de rédaction antérieure : 16 février 2013).

Nous publions ici la traduction d'un article de Gal Kirn, consacré aux soulèvements récents en Slovénie, publié initialement dans la revue canadienne *New Socialist* [1]. Ce qui au départ n'était qu'un mouvement populaire anti-corruption, s'est rapidement transformé en mouvement de masse sans précédents, se distinguant par sa volonté d'expérimenter des formes de démocratie directe.

Sommaire

- [Les pires mesures d'austérité](#)
- [La force dans le conflit](#)
- [Les armes de la création \(...\)](#)

Au moment où j'écris ce texte, le soulèvement social massif en Slovénie se poursuit et entre, avec une âpre détermination politique, dans une nouvelle étape de maturation politique. Ce qui a débuté sous la forme d'une étincelle isolée à la fin du mois de novembre 2012 à Maribor [2], la deuxième ville du pays, s'est étendue à d'autres villes et, quelques semaines plus tard, s'est élevée jusqu'à un soulèvement de masse sans précédent dans l'ensemble de la Slovénie.

Les images des émeutes, des vitres brisées, des gaz lacrymogènes et de la répression policière évoquent une violence politique jamais connue dans les rues slovènes. Le soulèvement social a également permis de battre en brèche le mythe, central dans le récit slovène, de la transition réussie avec le passé communiste.

Derrière le mirage d'un monde neuf, le néolibéralisme - qui se présente avec un visage européen - est finalement apparu sous sa forme la plus réelle et brutale. S'est ainsi trouvé noyée dans un « Cabernet slovène » autrefois savoureux le conte de fées d'une société fondée sur le marché et les élections libres, dans un Etat de droit qui devait préserver la jeune démocratie.

En décembre 2012, des dizaines de milliers de gens ont pris d'assaut les rues, occupant les places centrales et clamant les slogans politiques devenus à présent célèbres : « Nous en avons assez ! », « C'est fini pour eux, ils sont foutus ! » [Gotov je, Gotovi so !], « Ce sont tous des escrocs ! », « Nous offrons le Parlement, mais pas la rue ! ».

La condamnation politique d'une classe politique corrompue a trouvé une confirmation dans le rapport rendu par la « Commission contre la corruption », qui a publié des preuves impliquant dans des scandales majeurs de corruption deux figures majeures de la sphère politique slovène : Janez Janša (Premier ministre et président du parti de droite les Démocrates Slovènes) et Zoran Janković (maire de Ljubljana et président du principal parti du centre Slovénie Positive).

Au lieu d'assumer leur pleine responsabilité et de démissionner, eux et beaucoup d'autres se maintiennent dans leurs mandats politiques illégitimes. Le rapport sur la corruption a ajouté de l'huile sur le feu, et a encore radicalisé davantage les exigences du mouvement social. Ce qui n'était qu'une critique morale d'hommes d'Etat corrompus s'est muée en une critique de la classe politique et du système en tant que tel. Les manifestants ont compris non seulement que quelque chose était pourri dans l'Etat slovène, mais que les marionnettes au pouvoir sont les symptômes les plus visibles d'une crise, sous-jacente et structurelle, du capitalisme.

Les trois derniers mois de protestation sociale ont réuni des groupes sociaux différents, des individus aux affiliations politiques variées, et des générations : jeunes et vieux, travailleurs et étudiants, queers et précaires, écologistes, anarchistes et socialistes. Tous et toutes exigent un changement social profond. Le soulèvement de l'ensemble de la Slovénie a fait émerger un sens nouveau de la solidarité. Plutôt que les habituelles insatisfactions confinées dans la sphère privée, la population est entrée de plain-pied sur la scène de la protestation publique.

Il serait erroné de ramener immédiatement le « peuple » qui compose le mouvement à une nation slovène idéale ou véritable. Au contraire, le mouvement « populaire » est complexe et travaillé par des divisions et des ambivalences. Si la cause commune apparaît clairement, à savoir le renversement de la classe politique, on doit noter que les chemins et les buts du nouveau projet politique sont moins définis. Le moment de conflictualité ouvre un espace politique dépassant les règles pragmatiques et établies du processus politique officiel. Ainsi ce mouvement donne-t-il à voir des perspectives très diverses, allant du moralisme (le point de vue libéral-conservateur selon lequel « nous avons besoin de nouvelles bonnes personnes et d'un véritable Etat de droit ») au nationalisme (« manifestons pour une meilleure Slovénie »), en passant par des tendances radicales encore plus fortes soutenant une transformation sociale.

La population lutte dans des conditions difficiles dans la nouvelle Slovénie, et de nombreux groupes cherchent à formuler des alternatives socioéconomiques à l'ordre existant. Des aspirations qui apparaissaient impensables il y a quelques mois à peine, telles que les revendications pour une démocratie directe ou un socialisme démocratique, sont à présent au centre de la sphère médiatique.

L'agenda politique populaire n'est plus défini par les institutions existantes ou par les partis. Il est maintenant modelé aussi par le peuple dans les rues, dans de nombreuses représentations publiques, dans des événements culturels et dans les discussions politiques des nouveaux conseils populaires, comités et initiatives, qui prennent extrêmement au sérieux la recherche d'une plateforme démocratique aussi large que possible. Cela inclut le Comité pour une démocratie directe, le Comité de coordination pour une Slovénie culturelle, l'Assemblée générale pour le soulèvement de l'ensemble de la Slovénie, et le Comité pour la justice et la solidarité sociales. On trouve également des groupes politiques et culturels qui existaient déjà et qui ont appelé à s'engager dans des formes de désobéissance civile et des protestations contre le régime actuel : syndicats universitaires, l'organisation étudiante Iskra, l'université travailleurs-punks, la fédération des organisations anarchistes, et bien d'autres.

La contestation et les discussions se sont renforcées et étendues bien au-delà de la démocratie représentative et de ses politiques obsolètes. De nombreux hebdomadaires - la section Révolte à Sobotna Priloga, Dnevnik, Mladina, etc. - mais aussi des journaux quotidiens ont commencé, pour la première fois, à publier davantage de contributions alternatives.

Les pires mesures d'austérité possibles

La population de Slovénie reproche à la classe politique officielle, non seulement de ne pas la représenter, mais également d'attaquer ce qui reste de l'Etat-providence en implorant simplement une intervention extérieure. Pour être plus précis, aussi bien l'actuel gouvernement de droite (Janez Janša) que le gouvernement de centre-gauche précédent (l'actuel président Borut Pahor) ont contribué à l'imposition des pires programmes d'austérité possibles.

Ces derniers ont récemment été critiqués par le Fonds monétaire international (FMI) lui-même, qui promeut pourtant cette même austérité et a imposé de terribles politiques aux pays de la périphérie de l'Europe. Ces dernières incluent notamment : la privatisation des banques (y compris en manipulant un referendum public portant sur la mise en place d'une « bad banque » afin de gérer les prêts non remboursés) ; l'imposition d'institutions spécialisées dans la législation des holdings, qui vendrait tout le capital national à des fonds d'investissement étrangers ; des licenciements massifs et la mise à bas des accords collectifs négociés dans tous les secteurs d'activité ; et des coupes drastiques dans les budgets sociaux (le budget de la recherche et des universités a par exemple baissé de 10 à 20%, tandis que les coupes dans le champ de la culture atteignent parfois jusqu'à 50% et que les retraités pauvres reçoivent seulement 250 euros par mois).

En d'autres termes, l'austérité constitue une discipline financière qui impose une exploitation sans précédent du travail. Elle est destinée à faciliter le réinvestissement du capital en crise, ayant sans surprise pour effet, dans une période de crise économique toujours plus sévère, de faire reposer l'essentiel du fardeau sur les classes populaires. Ainsi, la Slovénie se caractérise par un taux de chômage élevé (12-13% selon Eurostat, voire davantage) et a connu l'augmentation la plus brutale en Europe du taux de chômage des jeunes, passé de 15% à 25% durant les derniers mois de 2012.

Pendant plus de deux décennies, les dirigeants slovènes se félicitaient d'avoir accompli l'une des transitions les plus réussies vers l'économie du marché. Mais cette success story de la « Suisse des Balkans » s'est écroulée comme un château de cartes. Les figures emblématiques de l'indépendance slovène ont été mises à nu. Même celles qui, à la fin des années 1980, ont œuvré pour la transformation démocratique de l'ancien Etat yougoslave, ont pris conscience de la grande escroquerie : les biens publics pillés par les notables locaux et les capitaux étrangers ; le démantèlement progressif de l'Etat providence ; l'exclusion des groupes sociaux marginalisés ou vulnérables.

Le réveil fut tardif. Cependant, la profonde apathie des dernières années a laissé la place à des mouvements politisés, organisés, se rassemblant pour débattre et créer. Le mouvement a déjà connu quelques succès : la démission du maire de Maribor, Franc Kangler, sous pression du soulèvement populaire, et le retrait des trois membres de coalition du gouvernement actuel.

Ce mouvement se répand, non pas en période d'abondance ou de vacances, mais en période hivernale, au moment de devoir payer les factures et s'approvisionner en nourriture. Alors que nombreux sont ceux qui se nourrissent grâce à des bons alimentaires, où les associations caritatives travaillent d'arrache-pied, où les expulsions sont monnaie courante, la situation est sur le point d'exploser avec deux issues possibles : désastre social ou transformation sociale, barbarie ou socialisme.

La force dans le conflit

Il est toutefois difficile d'anticiper la forme que prendra le soulèvement à venir. Redisons-le,

plusieurs stratégies antagonistes traversent le mouvement. Si tout le monde s'accorde pour exiger le départ du gouvernement actuel, certains courants sont partisans d'une réforme progressive du système (60% des enquêtés selon l'institut de sondage le plus reconnu), d'autres au contraire considèrent la révolution nécessaire (30% des enquêtés). Certains courants insistent sur la nécessité de renforcer la démocratie directe et les institutions populaires, s'inspirant du modèle islandais. D'autres veulent mettre en place un projet similaire à celui de Syriza en Grèce, à savoir la création d'un véritable parti de gauche qui pourrait émerger du mouvement social actuel et développer une stratégie à long-terme. Ces différentes perspectives sont source de conflit, renforçant paradoxalement le mouvement. A travers la lutte et le débat constants, celui-ci expérimente différentes formes politiques et acquiert un surcroît de force politique.

En outre, on observe ces derniers temps une radicalisation des syndicats, notamment dans le secteur public (SVIZ). Le 23 janvier a ainsi constitué une journée de grève générale, rassemblant 20 000 travailleurs dans les rues de 14 villes slovènes. Ils ont rejoint les luttes du soulèvement populaire. Le mouvement, antérieurement divisé et fragmenté, a gagné en articulation et en unité.

Les armes de la création massive

Ce mouvement social, dont la constance et la force sont liées à des formes politiques progressistes, sont devenues le cauchemar de la classe dirigeante. C'est pourquoi la réponse du gouvernement n'a nullement consisté en arguments, mais a été avant tout répressive. La liste est longue : criminalisation du Comité contre la corruption, pression mise sur les organisateurs officiels du mouvement et sur les participants, recommandations aux fonctionnaires les incitant à ne pas rejoindre le mouvement, manipulation du public à travers les médias et recrutements massifs dans les services de sécurité.

La plus récente initiative a été lancée le 8 février 2012, journée de la culture en Slovénie durant laquelle a eu lieu le « troisième soulèvement slovène » à Ljubljana. Ce jour là, ce qui restait du gouvernement, rejoint par l'Eglise catholique et son organe dans la société civile, l' « Assemblée pour la République », a décidé d'organiser une contre-manifestation. Le Parti des démocrates slovènes, présidé par le premier ministre Janez Janša, a exigé de ses membres qu'ils participent au rassemblement pro-gouvernemental, sous menace d'expulsion du parti.

De son côté, le mouvement anti-gouvernement, anti-corruption et anti-crise a démontré sa maturité politique en organisant un rassemblement le même jour, seulement quelques heures plus tard. Les images des deux rassemblements n'auraient pu être plus différentes. Le rassemblement des pro-gouvernement a réuni quelque milliers de sympathisants âgés, brandissant des drapeaux slovènes et clamant les slogans ultra-nationalistes tout en écoutant Janez Janša les mettant en garde, depuis le sommet budgétaire européen, contre un « fascisme de gauche » qui menacerait la Slovénie. Quelques heures plus tard eut lieu l'un des plus grands rassemblements slovènes : près de 25 000 personnes sont descendues dans la rue, avec d'impressionnantes représentations culturelles, portant l'exigence du « printemps à venir et du départ immédiat de Janša et de la classe politique ». Aux armes de destruction et de répression massive propres aux classes dirigeantes, les manifestants ont ainsi répondu avec leurs armes de création massive.

En conclusion, je voudrais citer les dernières strophes de l'hymne du soulèvement écrit par Ksenija Jus, et chanté par la chorale autogérée de femmes Kombinat, « le chant de la résistance » :

« Le combat des peuples courageux / ne sont pas des histoires d'autrefois / En leur nom, notre poème doit vivre / En leur nom, nous levons nos poignets vers le soleil.

Poème de la résistance répand ta voix / Les rêves des millions jaillissent / La liberté est une pensée aussi précieuse que le karst / La liberté, c'est le feu brûlant nos visages ».

Le chant de la résistance semble avoir réveillé un autre fantôme du passé, enterré au 20^e siècle. Ne doit-on pas encore rêver et penser la révolution ? Notre soulèvement, bien qu'encore jeune, a survécu à son premier hiver, et n'est pas prêt de s'éteindre.

Gal Kirn

P.-S.

* <http://www.contretemps.eu/interventions/spectre-hante-slovénie-spectre-révolution>

* Traduit par Milena Jakšić et Ugo Palheta.

* Nos [Contretemps] contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

Notes

[1] Version originale aussi disponible sur ESSF (article 27989), [A ghost is haunting Slovenia, the ghost of revolution !](#).

[2] Les notes renvoient à des textes ou vidéos en anglais, elles sont disponibles sur la version anglaise sur ESSF.